

Afrique du Sud/Après ses remaniements aux Finances

Zuma, cible des manifestants

AFP

Johannesburg/Afrique du Sud

De Johannesburg au Cap, en passant par Pretoria, ils étaient des milliers à réclamer ni plus ni moins la démission du président.

QUELQUES milliers de personnes ont manifesté hier dans plusieurs villes d'Afrique du Sud pour demander la démission du président Jacob Zuma, qui a plongé l'économie de son pays dans la tourmente en évinçant son ministre des Finances. La semaine dernière, M. Zuma avait mis à la porte le respecté Nhlanhla Nene pour nommer à ce poste-clé un député inexpérimenté, David van Rooyen, une décision qui avait affolé les marchés. Quatre jours plus tard,



Photo : AFP

"Zuma doit tomber". Les manifestants ne pardonnent pas à leur président un triple remaniement en une semaine aux Finances qui a plombé l'économie du pays.

ce dernier était remplacé par l'ancien ministre des Finances de 2009 à 2014, Pravin Gordhan, dans une volte-face dont Jacob Zuma est ressorti affaibli. Son parti, l'ANC (le Congrès national africain), au pouvoir depuis la fin du régime d'apartheid en 1994, a faci-

lement remporté les élections générales l'an dernier mais pourrait perdre certaines grandes municipalités lors des élections locales de 2016.

"Nous étions plein d'espoir en 1994", explique Theresa Giorza, 55 ans, venue manifester à Johannesburg aux

côtés d'environ 2 000 personnes. Mais "avec le temps, beaucoup de gens ont commencé à sentir que ça n'allait pas. Les choses n'ont fait qu'empirer depuis".

Le fiasco provoqué par la volte-face de Zuma a mis en déroute les marchés et renforcé les oppositions au président, déjà ébranlé par des scandales de corruption, une économie en berne et accusé de ternir l'héritage de Nelson Mandela.

L'attribution du portefeuille clé des Finances à M. Van Rooyen a alimenté les craintes que les partisans corrompus de M. Zuma fassent la loi au sein du gouvernement.

"C'était une nouvelle tentative pour affaiblir la démocratie", a estimé Zwelinzima Vavi, une des organisatrices de la manifestation, pour qui Jacob Zuma n'est pas à la hauteur.

Sur les pancartes brandies à

Johannesburg, on pouvait lire "21 ans de régime non démocratique" ou "Zuma dehors".

D'autres manifestations se sont tenues au Cap et à Pretoria.

Pendant cette crise, l'une des pires depuis l'accession de Zuma au pouvoir, le rand sud-africain a atteint son plus bas historique face au dollar et à l'euro. Le rendement des taux sud-africains a lui dépassé 10%, une première dans l'économie la plus avancée d'Afrique.

Hier, dans un discours prononcé à l'occasion de la fête nationale du jour de la réconciliation, Zuma n'a fait aucune mention du déclin financier, tout en déclarant que le travail "continuait pour développer l'économie afin de créer de l'emploi... malgré la situation difficile due au contexte économique mondial".

Centrafrique/Violences

Bangui : des habitants du PK 5 prient l'Onu de chasser les "ennemis de la paix"

AFP

Bangui/Centrafrique

DES centaines d'habitants du quartier musulman du PK5 de Bangui ont marché hier jusqu'au siège de la Mission de l'Onu en Centrafrique (Minusca) pour demander aux Casques bleus de chasser "les ennemis de la paix" de leur quartier, a constaté un journaliste de l'AFP. Pendant le référendum

constitutionnel de dimanche, cinq personnes avaient été tuées et une vingtaine blessées par des tirs à l'arme lourde dans une école servant de bureau de vote dans l'enclave musulmane de Bangui, une attaque attribuée aux extrémistes de l'ex-rébellion Séléka (en majorité musulmane), opposés au processus électoral en cours censé sortir le pays de trois ans de violences intercommunautaires.

Sur des dizaines de motos, dans des taxis ou bien à pied, les habitants ont marché,

scandant "Liberté, liberté", brandissant des banderoles proclamant "Nous voulons la paix et la liberté" ou réclamant le départ des extrémistes de l'ex-rébellion Séléka, qualifiés d'"ennemis de la paix".

Une fois devant la Minusca, les manifestants ont entonné l'hymne de la Centrafrique, "la Renaissance", avant qu'un de leurs représentants lise un texte demandant à la Minusca de les aider à "déloger" les extrémistes du PK5.

La marche s'est déroulée sans incident et les manifestants

sont tous repartis sous escorte des Casques bleus.

Le référendum sur l'adoption d'une nouvelle Constitution représentait un test avant les élections présidentielles et législatives prévues le 27 décembre, sous forte pression de la communauté internationale, notamment de la France.

La participation au scrutin a divisé l'ex-rébellion musulmane Séléka et les rangs des milices chrétiennes anti-balaka, dont certaines factions opposées au processus électoral ont tenté de dissuader

la population de participer au vote.

Le scrutin référendaire a été perturbé dans le nord-est musulman par les hommes de Nourredine Adam, l'ex-numéro 2 de la Séléka.

Les factions extrémistes des milices anti-balaka (majoritairement chrétiens) ont perturbé également le référendum dans leur zones d'influence, à Bangui et dans l'ouest.

En raison de ces perturbations, les résultats du référendum n'ont pas encore été publiés.

Sénégal - Tchad/Au terme des auditions des témoins

Le procès Habré ajourné au 8 février



Photo : AFP

Les plaidoiries liées au procès de l'ancien président tchadien Hissène Habré débuteront le 8 février. Il encourt jusqu'aux travaux forcés à perpétuité.

AFP

Dakar/Sénégal

LE procès du président tchadien déchu Hissène Habré, jugé à Dakar par un tribunal spécial africain pour "crimes contre l'humanité et crimes de guerre", a été suspendu jusqu'au 8 février, date à laquelle débuteront les plaidoi-

ries, a-t-on appris hier auprès de cette juridiction.

"Les plaidoiries vont démarrer le 8 février et vont s'étaler sur toute la semaine. Ce sera d'abord les parties civiles, puis le parquet, ensuite la défense", a déclaré à l'AFP Marcel Mendy, le porte-parole des Chambres africaines extraordinaires (CAE), qui jugent M. Habré depuis le 20 juillet. Dans l'attente de ces plaidoi-

ries, le tribunal spécial a suspendu ses audiences, qui se sont achevées mardi avec l'audition d'un dernier témoin, a-t-il indiqué.

"Le verdict pour l'action pénale sera prononcé fin mai et la décision sur les intérêts civils (pour une éventuelle indemnisation des victimes, NDLR) prise au plus tard fin juillet" 2015, a ajouté M. Mendy. Au total, 93 témoins ont été

entendus depuis le début du procès, selon une source proche du dossier.

En détention depuis près de deux ans et demi au Sénégal, où il a trouvé refuge en décembre 1990 après avoir été renversé par l'actuel président tchadien Idriss Deby Itno, Hissène Habré est poursuivi pour "crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crimes de torture".

Il comparaît devant les CAE, une juridiction créée en vertu d'un accord entre le Sénégal et l'Union africaine (UA), qu'il refuse et devant laquelle il refuse de s'exprimer et de se défendre.

La répression durant son régime a fait 40 000 morts, selon les estimations d'une commission d'enquête tchadienne. Il encourt jusqu'aux travaux forcés à perpétuité.

C'est arrivé...

Des braqueurs repartent avec des rouleaux de pièces de... 1 centime

BIEN maigre butin pour des braqueurs : deux individus sont repartis samedi dernier d'un supermarché en banlieue de Lyon (est de la France) avec des rouleaux de pièces de ... 1 et 2 centimes, a-t-on appris de source policière.

Les deux malfrats encagoulés et armés d'une arme de poing ont fait irruption dans la matinée dans le magasin, ont menacé les employés et ont pu aller se servir

dans la salle des coffres.

Venus les mains vides, les braqueurs se sont emparés du sac à main d'une employée pour transporter leur cargaison, qui ne contenait que de la petite monnaie : des pièces de 1 et 2 centimes.

Le préjudice est estimé à "quelques centaines d'euros", selon la police.

Les deux hommes sont actuellement en fuite.

... à Lyon (France)

L'Afrique en bref

• **Liberia/Arrestation.** Ils voulaient mener des attaques en Côte d'Ivoire

Trois Ivoiriens soupçonnés d'avoir recruté au Liberia des hommes pour mener des attaques meurtrières en Côte d'Ivoire ont été arrêtés dans un camp de réfugiés dans la région de Grand Gedeh (sud-est du Liberia).

• **RD Congo/Enlèvement.** L'inquiétude de HRW

L'organisation américaine de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) s'est alarmée hier de la hausse du nombre d'enlèvements contre rançon dans l'est de la République démocratique du Congo.

• **Rwanda/Constitution.** Les parlementaires en tournée d'explication



Photo : AFP

Les parlementaires rwandais mènent une tournée à travers le pays. Objectif : expliquer à la population le contenu d'une révision constitutionnelle soumise à référendum demain et qui doit notamment permettre au président Paul Kagame de briguer un nouveau mandat.

• **Tanzanie/Anticorruption.** Le chef d'agence limogé

Le nouveau président tanzanien, John Magufuli, qui a multiplié les mesures contre les détournements et le gaspillage de fonds publics, a limogé hier le chef de l'agence anticorruption du pays, pour "manque d'efficacité et irresponsabilité", a annoncé la présidence.

A travers le monde

• **France/Attentats.** Deux personnes arrêtées en Autriche

Deux personnes soupçonnées de liens avec les attentats jihadistes de Paris le 13 novembre ont été arrêtées dans un foyer de migrants de Salzbourg, dans l'ouest de l'Autriche, a annoncé hier le parquet autrichien.

• **Liban/Politique.** Et toujours pas de président !

Les députés libanais ont de nouveau échoué hier, pour la 33e fois consécutive, à élire un président de la République, un poste vacant depuis 2014, alors que la presse avait fait état d'un possible consensus autour d'une personnalité proche du président syrien.

• **Pakistan/Attentat.** La tentation de la vengeance



Photo : AFP

Le Premier ministre du Pakistan Nawaz Sharif a appelé à la vengeance, devant les portraits d'enfants tombés sous les balles des talibans, en commémorant hier l'attaque il y a un an contre une école, le pire attentat de l'histoire du pays (151 morts).